



ALLOCUTION DE
M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
DEVANT LA COMMUNAUTE FRANCAISE

Ambassade de France
Moscou – Mercredi 10 octobre 2007

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE – Mesdames et Messieurs, je voudrais d’abord vous remercier de votre présence si nombreuse. C’est un grand bonheur pour moi d’être à Moscou. Je voudrais saluer tout particulièrement notre ambassadeur qui fait un travail remarquable dans une capitale stratégique pour les intérêts de la France.

J’ai eu l’occasion de rencontrer très longuement le Président POUTINE hier et je vais avoir beaucoup d’entretiens avant de repartir en France, dès cet après-midi. J’aurais souhaité rester plus longtemps mais ... enfin se réveiller sur la Place Rouge, il y a pire.

Je voudrais également vous remercier d’abord pour ce que vous faites les uns et les autres pour la France. Que vous soyez fonctionnaire, diplomate, professeur, enseignant, que vous travailliez dans une entreprise, vous défendez l’image de notre pays, vous portez les intérêts de la France dans un pays extrêmement important pour nous. Vous avez fait le choix de l’expatriation momentanément et j’imagine que ce que cela peut représenter comme intérêt, comme passion, comme découverte et en même temps comme déchirement. Cela veut dire des amis, une partie de la famille, des parents, des enfants qui sont restés derrière. J’imagine que, chaque jour, on doit se poser la question : « Est-ce que j’ai fait le bon choix ? Est-ce que tout ceci ne me pèse pas ? » Il y a une jeune femme, très jolie, qui me fait un signe : « non cela ne me pèse pas ». Vous avez rencontré l’amour ? Félicitations ! Parce que j’imagine qu’il n’y a que cette raison qui peut faire dire que....

Mais en même temps, je sais que lorsque l’on vit à l’extérieur de son pays, on est passionné par ce qui se passe dans son pays, parce que, au fond, avec la distance, on se rend compte que son pays, c’est très important. Il y a, sans doute, encore plus d’attachement de la part de l’expatrié privé momentanément du bonheur de vivre sur le sol national que de la part de celui qui vit chez lui et qui finit, un peu comme l’air que l’on respire, à ne plus se rendre compte de la douceur de vivre française.

Puisque je suis un observateur relativement attentif de la vie française, autant vous donner des nouvelles de la France. Je sais très bien que la communauté française ici en Russie, au moment des élections présidentielles, a fait dans une immense majorité un choix qui ne m’est pas totalement opposé. Je ne sais comment formuler les choses pour ne pas être désagréable pour les quelques-uns qui n’ont pas fait ce choix là, et à qui je ne reproche rien ... mais enfin que je vais aller les chercher un par un pour les ramener !

Nous avons engagé avec François FILLON et le Gouvernement un mouvement de réforme peut-être sans précédent depuis 1958. Je voudrais vous dire que, de ce point de vue, on a essayé d’innover sur deux façons de voir les choses. La première, c’est que tous les gouvernements, qu’ils soient de gauche ou de droite – et il ne m’appartient de porter un jugement –, avaient une stratégie de réforme caractérisée par le fait que l’on faisait une réforme après l’autre. En général, avec beaucoup d’enthousiasme, le gouvernement engageait la première et, épuisé par un tel effort, le même gouvernement réfléchissait à la seconde et la réflexion était si longue qu’il n’y avait jamais de troisième. C’est un choix stratégique. Je ne me moque pas. Mais je pense qu’avec cette stratégie, on a tous les inconvénients de la réforme sans en avoir les avantages. J’ai voulu une autre stratégie, celle qui consiste à engager toutes les réformes en même temps, les unes entraînant les autres.

Dans la société complexe qui est la nôtre, vous ne pouvez pas modifier la fiscalité sans vous préoccuper de la formation, vous ne pouvez pas vous préoccuper de la formation sans changer l’éducation, vous ne pouvez pas



libérer les forces de travail sans poser la question de notre réglementation sociale. Toutes les réformes doivent être engagées en même temps pour créer un effet masse, une dynamique qui va faire tomber la société française du côté du changement et non plus du conservatisme. Si vous regardez les choses, en quatre mois, quatre mois et demi, nous avons donné aux universités de France l'autonomie. On en parlait depuis 20 ans. Rien que cette semaine, j'ai donné le coup d'envoi – enfin la semaine dernière – de la fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC. Cela fait 20 ans qu'on en parle, c'est lancé. La fusion de la DGI et de la Comptabilité publique, c'est lancé. La fusion des RG et de la DST, c'est lancé. Le paquet fiscal a créé le bouclier fiscal à 50%. Plus personne ne paiera plus de 50% de ce qu'il a gagné. Nous avons supprimé une grande partie des droits de succession, réglé la question de l'impôt sur la fortune, détaxé les heures supplémentaires. Quelqu'un qui, en France, fait des heures supplémentaires ne payent plus d'impôts dessus, ce qui est un changement considérable. C'est une véritable révolution économique. J'ai dit aux Français : « Voilà, si vous travaillez plus vous allez gagner plus ». Or, jusqu'à présent, tout était mis en œuvre pour que l'on travaille moins. Nous allons continuer ce mouvement sans précédent de réforme. J'irai jusqu'au bout. Non pas pour une question de tempérament, mais parce que je veux que la France soit au meilleur standard du monde. Il n'y a aucune raison pour que notre pays ait plus de jeunes au chômage, plus de quinquagénaires au chômage.

Le problème de la France n'est pas qu'elle vit au dessus de ses moyens, c'est qu'elle vit en dessous de ses capacités. Extraordinaire ce système ! Moi, je ne veux plus que l'on mette à la retraite des gens de 50 ans alors que l'on explique aux Français qu'il faut continuer à travailler plus longtemps. Quel est le sens d'une telle attitude ? Sans compter que, depuis quelques temps, je ne sais pas pourquoi, je trouve que 50 ans, c'est assez jeune. C'est une évolution très récente chez moi.

Et donc nous voulons remettre la France au travail, nous voulons que les Français comprennent que si on travaille plus, on va créer de la croissance, on va créer de la richesse. C'est le fameux débat en France sur la rigueur. Je ne veux pas de rigueur, car les déficits sont la conséquence d'un manque de travail. C'est parce qu'on travaille moins qu'ailleurs que l'on a moins de croissance, c'est parce que l'on travaille moins qu'ailleurs qu'on a moins d'emplois. Si on libère les possibilités de travailler alors, à ce moment là, on aura plus de croissance, plus d'emplois, plus de création de richesses, et donc moins de déficit. Bien sûr qu'il faut réformer l'Etat. Nous avons engagé cette action, je ne l'arrêterai pas.

Le deuxième changement, c'est l'analyse que je porte sur la société. La plupart de nos élites considèrent que la société française est fragile et rétive au changement. Moi je pense que, bien au contraire, la France ne redoute pas le changement mais qu'elle l'appelle de ses vœux. Sinon je n'aurais pas été élu. J'ai tout fait pour être battu, je veux dire au regard des critères habituels d'une campagne électorale : « il ne faut rien dire, il faut tout promettre, il faut masquer la réalité ». J'ai tout dit sur les retraites, sur les impôts. J'ai tout expliqué de ce que nous ferions, et pourtant j'ai été élu. C'est donc que la France ne ressemble pas à ce que tant de gens disent qu'elle est. Le pire c'est que cela marche, les gens comprennent d'ailleurs, cela. Sur quoi vouliez-vous que je fasse campagne ? Dire : « travailler moins, vous allez gagner plus ». J'étais avant-hier dans une usine. C'était extrêmement émouvant. Une usine de métallurgie. Les ouvriers comprennent parfaitement cela.

Nous avons engagé la réforme des régimes spéciaux de retraite. Cela fait 20 ans que l'on en parle.

Voilà ce que l'on essaie de porter. Voilà ce que je veux faire pour mon pays. Et croyez bien que je le ferai pendant cinq ans, en ne ménageant ni mon temps, ni ma peine. Alors il y a un grand débat : est-ce que j'en fais trop ? Quand je regarde ceux qui disent cela, je me dis qu'on n'a pas la même conception du trop. Parce que je ne pense pas que j'ai été élu pour rester enfermé dans mon bureau à regarder et commenter les problèmes de la société française. Et dans cinq ans, on dira : « oh excusez-moi, je n'ai pas eu le temps, donc je vous redemande un nouveau mandat pour faire dans les cinq ans, promis juré, ce que je n'ai pas fait les cinq années précédentes » ? Je ne veux pas de cela. Je veux commencer à travailler à la première minute, et travailler jusqu'à la dernière minute. Y aller à fond, parce que c'est le devoir d'un Chef de l'Etat d'entraîner, par son énergie et par sa vision, un pays qui est la cinquième puissance du monde. Et c'est quand même extraordinaire : on ne dit jamais d'un chef d'entreprise : « mais il en fait trop ! ». On ne dit jamais d'un enseignant : « mais il se dévoue trop ! ». On ne dit pas d'un diplomate : « mais il aime trop le pays dans lequel il est en poste ! ». Pourquoi en serait-il autrement d'un Chef de l'Etat qui doit s'engager sans compter.

J'essaie de le faire en rassemblant toute la société française. J'ai été élu sans ambiguïté. Ce n'est pas rien, 11 millions au premier tour. Puis, une fois que vous avez pris 11 millions au premier tour, il fallait encore chercher



10 millions pour gagner au deuxième tour. 21 millions de soutien ce n'est pas rien. Mais une fois que vous avez été élu, il faut penser que c'est 64 millions de Français. Et je dois aussi penser à ceux qui n'ont pas voté pour moi, parce que c'est la différence entre un Chef de l'Etat français et un Premier Ministre d'un autre pays. Le Premier Ministre d'un autre pays, il est le chef de sa majorité. Le Chef de l'Etat, il doit rassembler tous les Français. C'est pour cela que j'ai voulu l'ouverture. Je veux dire combien d'ailleurs je suis heureux d'avoir Bernard KOUCHNER à la tête de notre diplomatie et à mes côtés.

A partir du moment où vous, les Français, vous avez choisi une stratégie, un projet présidentiel, mon devoir de Chef de l'Etat, c'est de mettre au service de ce projet présidentiel les meilleurs. Je ne vais pas me contenter d'aller chercher dans ma propre famille. Je n'ai pas de réflexe sectaire. Parce qu'à ce compte là, dans le sectarisme, on ne s'arrête jamais. On va d'abord chercher dans sa propre famille uniquement. Puis dans sa propre famille politique on fait deux petits tas, les amis anciens et les amis d'opportunité. Enfin, une fois qu'on a évacué les amis d'opportunité, il y a les amis très anciens et les amis anciens. Retirons les amis anciens pour se concerter. Si on est très anciens, il y a les très sincères et ceux qui le sont moins. Avec cela, vous vous retrouvez rétréci sur un tout petit noyau.

Comment voulez-vous que je conduise avec le gouvernement que j'ai nommé et le Premier Ministre les grandes réformes si j'ai une petite majorité. Je continuerai à essayer d'élargir pour que toute la société française se sente représentée par le gouvernement que j'ai choisi dans la différence de ses origines et ses parcours. Rachida DATI apporte beaucoup au Gouvernement de la République. Rama YADE apporte beaucoup au Gouvernement de la République. C'est la première fois qu'on va chercher des gens différents. On ne peut avoir un système où toutes les élites se ressemblent et sont en telle déconnexion avec ce qu'est le pays. Vous savez pour moi ce que cela représente ? Bernard LAPORTE, je lui ai dit : « Bernard tu nous rejoins le plus tard possible, s'il te plaît ». Magnifique ce qu'ils ont fait à Cardiff samedi, exceptionnel ! Samedi on sera tous derrière eux. Mais je veux des gens différents, parce que la société française est différente. On ne peut pas simplement avoir la même formation, le même parcours, les mêmes origines, le même costume, la même absence de personnalité. Avec ces gens qui pensent que pour faire carrière, c'est le plus âgé, dans le grade le plus élevé ayant pris le moins de risque. Je ne veux plus, je l'ai dit, y compris dans nos administrations, qu'on vous fasse attendre tant de temps que vous êtes épuisé d'avoir attendu.

Dans tous les pays je vois des Chefs d'Etat et de gouvernement jeunes, cela explose. Je ne dis pas simplement jeunes par l'âge, mais jeunes par l'état d'esprit. La volonté d'embrasser les responsabilités avec passion et de le faire totalement. Voilà ce que l'on a engagé.

Un mot également pour vous. On va commencer dès cette année la réforme de la scolarité pour les familles qui sont expatriées. Cela a été un fameux débat. Je pense qu'il n'est pas normal que, lorsqu'on est en Métropole, les études soient gratuites, et lorsqu'on est expatrié, elles ne le soient pas. Je pense que c'est profondément injuste. Cette année, la gratuité à partir de la terminale, cela a été un débat très difficile. Ce n'est pas mentir que de dire, que le Quai d'Orsay dise : soyez plus prudents, par construction et augmentez les bourses. Je pense qu'il fallait la gratuité, parce que quand on est expatrié, on doit avoir les mêmes droits que lorsqu'on travaille en Métropole.

Je verrai le Maire de Moscou, j'ai vu cela également avec Monsieur POUTINE, à ce que l'on puisse agrandir le lycée français de Moscou parce que, là encore, on ne peut pas dire qu'on a une langue que l'on veut défendre et pas se donner les moyens d'agrandir les établissements d'enseignement à la fois pour les Français et pour les Russes ici. C'est un enjeu stratégique, absolument majeur.

Si vous voulez bien, je vais rester encore parmi vous pour échanger avec vous. Mais je voudrais vous dire que ça va bien. Au fond, c'est tout à fait passionnant ce que l'on essaie de faire. On a besoin de vous. Et au-delà des choix politiques qui sont les vôtres, vous êtes au contact avec le monde qui bouge. Et en même temps avec vos familles restées en France.

Donc, racontez leur le monde. Dites leur que la France ne peut pas rester immobile alors que le monde bouge temps. C'est très important pour moi que les Français de l'étranger disent ce qu'ils vivent et expliquent ce qu'ils voient. C'est très important aussi que vous rentriez. Pas tous en même temps ! Je n'aime pas cette idée que,



dans les entreprises ou dans les administrations, celui qui est parti à vocation à toujours partir. Je pense que celui qui est parti, on doit valoriser son départ quand il rentre, que l'administration ou l'entreprise doit s'appuyer sur ses compétences et non pas dire : « OK tu as été à Moscou, tu pars à Bagdad ou ailleurs ». C'est un exemple. Mais vous comprenez cela, c'est-à-dire : ce sont toujours les mêmes. J'aimerais beaucoup que tous à un moment donné, notamment nos administrations, aient l'expérience de l'étranger, d'une manière ou d'une autre, mais qu'ils puissent en revenant rendre à leur administration ou à leur entreprise une part de leur expérience. Alors que qu'est-ce qui se passe quand quelqu'un rentre ? Il y a les copains qui ont pris la place au centre et qui ne sont pas décidé à la laisser. Cela vous est arrivé ? Remarquez, moi aussi dans mon boulot, cela m'est arrivé, sauf que ce n'était pas des copains, mais il ne voulait pas me laisser la place non plus.

Mesdames et Messieurs, en tout cas merci. Je vous trouve très réactifs dès le matin. Pour moi, il y est deux heures de moins, c'est vous dire comment je serai tout à l'heure à l'Université ! Mais c'est un bonheur de m'exprimer devant vous. C'est un grand honneur de représenter la France.